

La campagne nationale du SCFP pour protéger les soins de santé publics

Au congrès national de novembre 2001, les membres ont décidé, à l'unanimité, d'entreprendre l'une des luttes les plus importantes qui soient pour les membres du SCFP et leurs familles – la lutte pour protéger et améliorer notre système public de soins de santé.

Le SCFP appuie de toute sa force cette campagne des plus urgentes. Notre système public de soins de santé vaut la peine qu'on le défende, et nous pouvons remporter cette lutte !

Pourquoi ?

- Les soins de santé sans but lucratif font l'objet d'attaques sans précédent.
- La privatisation des services de santé a atteint des proportions endémiques et nous devons agir.
- Certaines provinces profitent du fait que le gouvernement fédéral ne fait pas respecter la Loi canadienne sur la santé pour saccager notre système public.
- Le rapport Romanow laisse la porte ouverte aux services de santé à but lucratif et aux 3P.
- Certains employeurs et gouvernements veulent privatiser les services d'alimentation, de buanderie, d'entretien ménager et autres services de soutien.
- Le gouvernement fédéral ne fait toujours rien pour empêcher les entreprises privées de faire du profit grâce aux soins de santé.
- Nous devons obliger le gouvernement à mettre en œuvre **notre** vision des soins de santé publics.

Qui ?

- Nous devons mobiliser tous les membres du SCFP – mais surtout les travailleuses et travailleurs de la santé.
- Nous devons agir en coordination avec le Comité national sur les questions de santé, les divisions provinciales et les comités des sections locales et des lieux de travail.
- Nous devons agir avec d'autres syndicats, militantes et militants et groupes communautaires.

Quoi ?

- **Assurer la prestation publique de tous les services de santé.** Le financement public des soins de santé ne suffit pas. Pas un seul cent ne doit aller aux services à but lucratif. On ne peut pas faire de distinction entre services essentiels et services « auxiliaires ».
- **Stopper la privatisation partout et chaque fois qu'elle menace.** Le SCFP appuie activement les campagnes provinciales et locales contre les menaces de privatisation.
- **Obliger le gouvernement fédéral** à renforcer le système d'assurance-maladie du Canada :
 - en augmentant le financement fédéral ;
 - en interdisant toute forme de prestation à but lucratif ;
 - en élargissant la couverture de l'assurance-maladie pour y inclure les médicaments d'ordonnance et les soins à domicile ;
 - en excluant les soins de santé de tous les accords commerciaux.

Comment ?

- Par des campagnes provinciales qui mobiliseront autant de membres du SCFP que possible grâce à divers moyens d'action.
- En communiquant avec les membres du SCFP – en les rencontrant un à un, aux assemblées, dans les collectivités.
- En sensibilisant les travailleuses et travailleurs de la santé, surtout celles et ceux des services de soutien, à la menace que fait peser sur eux la sous-traitance.
- Le SCFP national et les divisions provinciales élaboreront des plans d'action pour mettre en œuvre tous les aspects de la campagne.
- Les sections locales et les lieux de travail sont invités à former des comités de campagne pour mobiliser et inciter les membres à agir pour défendre l'assurance-maladie.

-
- En participant à des moyens d'action avec des organisations dont les intérêts correspondent aux nôtres afin de sensibiliser le public (et nos membres) à l'urgence de la question.
 - En élaborant des stratégies de négociation pour protéger nos conventions collectives et éviter la sous-traitance.
 - En organisant des votes au travail pour intensifier les moyens d'action au besoin.

Visitez le site scfp.ca et lisez l'InfoXpress pour connaître les moyens d'action entrepris au pays et dans votre région.

mlb*siepb491
Révisé octobre 2003